

TOTALEMENT DÉLAISSÉE

L'industrie peut-elle

C'est un navire à la dérive qui a été confié à Chérif Rahmani. On ne sait plus ce qu'il est advenu de notre industrie depuis qu'elle a quitté son port d'attache, si tant est qu'elle en ait eu un, un jour.

Fin septembre, au siège du CNES, il installe un «groupe libre de réflexion» pour trouver un référentiel partagé de substitution au développement rentier, exclusivement importateur, grâce à un régime de croissance basé sur une offre suffisante et qualitative de biens et de services produits localement. Tout un programme.

Un état des lieux déplorable

L'état des lieux, partagé par toutes les tutelles, les partenaires sociaux et les associations, les écoles doctrinales, est sans appel : le pays, déjà pauvre et sous-développé (oui, oui : le pétrole ne fait pas le développement !), n'arrête pas de se désindustrialiser (5% du PIB), la dépendance des hydrocarbures de se consolider (98% des exportations), l'environnement des affaires de se dégrader (152^e place dans le dernier Doing Business 2013), la gouvernance économique de décliner.

Que faire ?

«Il nous faut une méthode, une vision commune appuyée sur des préconisations concrètes pour reconstruire le tissu industriel, région par région, branche par branche», martèle Chérif Rahmani. Le chantier est pharaonique. L'expertise industrielle, économique et financière, macro et micro, est connue de tous. Les mêmes invariants sont là depuis des lustres, ils font l'unanimité : codifier dans le marbre constitutionnel la liberté d'entreprendre et d'investir, encourager le secteur privé producteur de richesses, accroître la compétitivité des entreprises, asseoir le dialogue inclusif institutionnalisé entre les acteurs, etc.

Rahmani rassure : «Nous sommes au temps du dialogue et du partage pour aller dans la construction d'un secteur en net recul comparativement à sa dimension ancienne.» Alors, il met les bouchées doubles. Quatre groupes de travail agissent de pied ferme pour mettre au point des diagnostics sérieux en vue d'aboutir à une stratégie.

Celle-ci repose, de l'avis de Chérif Rahmani, sur deux piliers de ce qui s'apparente à une économie sociale de marché : «l'attractivité et la compétitivité, d'une part ; l'équilibre et l'équité, d'autre part». Elle a pour invariables : le retour au seul arbitrage du code de commerce, l'abolition des nouvelles tutelles bureaucratiques sur l'EPE (quand bien même certains gestionnaires frileux les sollicitent), l'abrogation du code des marchés publics, la dépénalisation de l'acte de gestion.

«Nouvelles conditionnalités»

L'Algérie a les capitaux, le savoir et le savoir-faire, l'expertise pour embrayer le nouveau paradigme. Les nouvelles conditionnalités ne sont pas d'ordre économique et financier, mais d'abord politique et juridique.

Politique : Pour emprunter la métaphore à un opérateur, on pourrait dire que l'Algérie connaît trois syndromes :

- **le syndrome hollandais** : Il entretient le mode de production asiatique construit sur la rente unique et reproducteur d'un «despotisme oriental» et d'une centralisation excessive du pouvoir et de la décision ;
- **le syndrome Khalifa** : Il a compliqué l'environnement des affaires et multiplié



Photo : DR

soupons et appréhensions pas toujours légitimes à l'endroit du secteur privé, après avoir facilité les blanchiments de fortunes mal acquises à l'ombre de la gestion patrimoniale et autoritaire de l'Etat pour lesquels il avait été initialement installé ;

- **le syndrome Orascom** : Le circuit financier n'étant plus le canal unique ou idoine de financement de l'économie.

L'argent, nœud gordien de toutes les équations, est associé au pouvoir.

La décision du banquier obéit à des injonctions politiques. Celles-ci sont d'autant plus protectrices qu'un avis défavorable est souvent associé à une «position de confort : jamais quelqu'un n'a été jeté en prison parce qu'il a refusé un crédit. Tout au plus est-il éloigné ou écarté.

In fine, ce qui est en cause, c'est le rôle, la place et l'avenir du secteur privé. Une génération de cadres, qui ne sont pas encore totalement déconnectés de la décision et de la stratégie politiques, pour l'essentiel héritiers du Plan de Constantine, cultive le mythe de «l'âge d'or» de l'industrie industrialisante, fruit des semences pétrolières («Semer du pétrole pour cultiver des usines», disait Bélaïd Abdesselam), des «vingt glorieuses» (1966-1986).

Il suffirait pourtant de revenir au passé,

mais de façon critique et non laudative, pour envisager l'avenir car les visions passées encore dominantes passent sous silence les ravages subis par l'agriculture et la ferraille amassée en guise de trophée industrialiste.

Les mêmes visions ont cours de nos jours, comme en témoigne «l'effet d'éviction» et la faible accessibilité du secteur privé (53% seulement des crédits) aux financements de la part des banques privées

(elles ont en charge 85,6% des crédits octroyés). Ceci dans un contexte d'excès d'épargne et de liquidités résultant d'une faible intermédiation financière : le niveau de transformation (rapport dépôts/crédits) ne dépassant pas 60%.

Nous sommes en présence de banques en situation de surliquidités dans un contexte d'économie assoiffée d'investissement, sans que la Banque d'Algérie puisse lever le petit doigt puisque son indépendance est largement entachée et sa mission réduite à la stabilité des prix, d'une part, et la sécurité et la stabilité du système bancaire, d'autre part.

Une première urgence découle de ce constat : le besoin pressant d'un financement propre aux PME, une sorte de banque publique d'investissement chargée de soutenir financièrement les entreprises de croissance. Elle pourrait mutualiser les moyens de l'Etat, des épargnants et, pourquoi pas, des régions.

La Banque publique d'investissement aurait pour mission de :

- soutenir financièrement les petites et moyennes entreprises ;
- proposer des services d'accompagnement à l'innovation, l'investissement productif et à l'export ;
- soutenir les secteurs d'avenir (principalement les énergies renouvelables et de substitution) ;
- investir pour financer des projets de long terme. Elle sera accessible aux entreprises grâce aux guichets uniques de l'ANDI dans chaque région.

Adossé à ce financement, un système approprié de garantie. La caisse de garantie des prêts d'investissement PME se plaignait

Par Ammar Belhimer

récemment de ce que les banques algériennes n'ont pas encore assimilé le rôle des garanties offertes par la caisse afin de faciliter le financement des petites et moyennes entreprises.

La caisse partage les risques de non-remboursement des crédits auprès des banques en remboursant 80% de la valeur du crédit pour les projets de création d'entreprise, et 60% s'il s'agit du développement des petites et moyennes entreprises. Le remboursement des prêts s'effectue dans un délai d'un mois au maximum. Les garanties offertes par la caisse sont les meilleures sur la place financière, comparativement à ce qui est en vigueur dans d'autres pays comme la Tunisie, le Maroc et la France, mais elles sont méconnues.

Faute d'avoir mis en place des financements adéquats, le contexte macro-économique favorise les activités commerciales et d'importation au détriment de la compétitivité de l'investissement et de l'incitation à investir.

Rapportées à cette tendance dominante, la faible lisibilité du mode de gouvernance PME et la faible maturation de leurs projets sous l'angle financier paraissent être un alibi persistant.

Le «syndrome syrien» et ce qu'il charrie comme enseignements positifs ou négatifs ne semble pas totalement étranger aux appréhensions qui se font jour dans les pays épargnés de la grisaille du «printemps arabe».

On sait aujourd'hui qu'à la faveur de la zone de libre-échange avec la Turquie émerge une branche de la bourgeoisie syrienne qui œuvre à s'affranchir de la tutelle du parti Baath. De la même manière, les sphères rentières et bureaucratiques du capital national, issues pour l'essentiel de l'intermédiation commerciale et de la spéculation immobilière, voient d'un mauvais œil la formation cumulative et durable d'une classe d'entrepreneurs structurellement connectée au marché local et affranchie de la rente pétrolière et des allégeances qu'elle requiert.

L'axe institutionnel et juridique

Il ne peut y avoir de volonté sincère et réelle qu'attestée par une production normative de choc, incitative et contraignante selon le cas, et des institutions solides, fluides, synergétiques et interactives sans faire doublon. Dans un système où la loi interdit plus qu'elle ne régule ou n'encadre et qu'elle exclut et détruit beaucoup plus qu'elle n'intègre et ne construit, le chemin qui reste à parcourir semble d'autant plus dissuasif qu'il est parsemé d'embûches (les réflexes et les mentalités) plus difficiles à fissurer qu'un atome, pour paraphraser Einstein à propos des préjugés.

L'expérience récente des réformes nous enseigne que la bureaucratie, les blocages et les conservatismes sont d'autant plus forts qu'il n'y a pas de construction normative et institutionnelle à combattre. C'est dire qu'il y a en la matière un effort de légistique évident à entreprendre.

L'enjeu est de passer d'un «pays de lois», d'ailleurs méconnues (absence de culture juridique et citoyenne) ou violées (impunité et passe-droits) à «un Etat de droit» qui donne à l'économie une assise juridique pérenne.

La vision économiste ancienne consistant à réduire le climat des investissements aux seuls avantages fiscaux et financiers est certainement périmée. De nos jours, les investisseurs, nationaux ou étrangers en quête de visibilité, réclament davantage la stabilité politique et juridique.